



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/44/86 ✓
E/1989/14
25 janvier 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Première session ordinaire de 1989

EXPERIENCE DES PAYS QUANT A LA REALISATION DE TRANSFORMATIONS SOCIALES
ET ECONOMIQUES DE GRANDE PORTEE AUX FINS DU PROGRES SOCIAL

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	2
II. EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET REPARTITION DES REVENUS	5 - 67	2
III. PROMOTION DE L'EDUCATION, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE	68 - 96	17
IV. MISE EN VALEUR ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	97 - 109	23
V. EFFORTS VISANT A ACCROITRE LA FORMATION DE CAPITAL	110 - 117	25
VI. DEVELOPPEMENT RURAL	118 - 134	26
VII. CONCLUSIONS	135 - 139	30

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 42/50, en date du 30 novembre 1987, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général d'établir, en consultation avec les Etats Membres, un rapport sur l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social et de présenter ce rapport à l'Assemblée, lors de sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social. Le présent rapport est présenté à l'Assemblée pour faire suite à cette demande.

2. Dans sa note verbale en date du 15 février 1988, le Secrétaire général a prié les Etats Membres de lui fournir les renseignements nécessaires pour l'établissement du rapport.

3. Au 20 décembre 1988, les 29 Etats Membres ci-après avaient fait parvenir leur réponse : Afrique du Sud, Allemagne, République fédérale d', Argentine, Autriche, Belgique, Chypre, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Espagne, Finlande, Guyana, Italie, Koweït, Madagascar, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Nouvelle-Zélande, République démocratique allemande, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques et Uruguay. Les réponses sont plus nombreuses que lors de la précédente demande de renseignements (1986), qui n'avait suscité que 15 réponses (voir A/42/57-E/1987/8). La portée et le contenu des réponses sont très variables. Du point de vue de leur longueur, ces réponses représentent, avec les documents annexes, entre trois et plus de 100 pages.

4. Les réponses ayant été plus nombreuses, on a pu les classer par grands thèmes dans le présent rapport. Les renseignements que les Etats Membres ont fournis y sont présentés sous plusieurs rubriques, à savoir a) l'emploi, la protection sociale et la répartition des revenus; b) la promotion de l'éducation, de la science et de la technologie; c) la valorisation et la protection de l'environnement; d) les activités destinées à accroître la formation de capital, et e) le développement rural. Le présent rapport concerne les résultats obtenus plutôt que sur les changements envisagés. Les renseignements fournis par les Etats Membres ont également servi à établir le Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1989.

II. EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET REPARTITION DES REVENUS

A. Emploi

5. La quasi-totalité des pays intéressés a accordé un rang de priorité élevé à l'augmentation du nombre des emplois. Les pays en développement ont expliqué leur politique de réduction des conséquences négatives de l'exode rural et les efforts qu'ils faisaient pour créer des emplois à l'intention des jeunes nouveaux venus sur le marché du travail, et décrit les activités de formation et les services d'orientation professionnelle. Les pays à économie planifiée, rappelant qu'ils ne connaissent pas le chômage, ont souligné l'importance qu'il y avait à accroître la productivité du travail. Certains d'entre eux ont également indiqué qu'il fallait

/...

recycler ceux qui avaient perdu leur emploi par suite du réaménagement de l'économie. Les pays développés à économie de marché ont décrit leurs activités en matière de création d'emplois aux niveaux national et local et évoqué le problème de la formation professionnelle à dispenser aux groupes vulnérables ainsi que les modifications apportées aux programmes de promotion de l'emploi et de protection sociale. Les pays de ce groupe ainsi que les pays en développement ont souligné qu'il importait de faire en sorte que les femmes soient plus nombreuses sur le marché du travail.

1. Pays en développement

6. L'Argentine a mis en oeuvre des politiques destinées à fixer les jeunes professionnels, techniciens et ouvriers qualifiés dans les zones rurales isolées, de façon à fournir un emploi aux jeunes et à décentraliser les services. Des prêts ont été consentis aux nouveaux venus sur le marché du travail pour couvrir le coût de l'achat d'un logement, d'un moyen de transport et des instruments nécessaires à l'exercice de leur profession. Des prêts ont été accordés à la production, aux petites entreprises, aux entreprises familiales et aux coopératives. On s'est particulièrement employé à favoriser l'accès des segments les plus démunis de la population à l'emploi et à fournir un emploi aux chômeurs des zones rurales et urbaines.

7. Dans le cadre du plan qu'il vient d'adopter, Chypre veillera tout spécialement à favoriser l'insertion professionnelle des femmes.

8. La République dominicaine a connu un déséquilibre croissant entre la demande et l'offre de travail. Etant donné que le niveau de sous-emploi a augmenté dans des proportions inquiétantes dans les zones urbaines, il importe au plus haut point de freiner l'exode rural. Les pouvoirs publics ont réalisé un certain nombre de projets d'investissement destinés à créer des emplois, notamment dans le secteur des services. Le chômage devrait néanmoins concerner 18,5 % de la population active en 1990.

9. La main-d'oeuvre du Koweït, importée en majorité, se distingue par des caractéristiques particulières et rassemble des travailleurs de plus de 112 nationalités. Les travailleurs migrants sont employés dans tous les secteurs d'activité : privé, para-étatique et public. A travail égal, les femmes sont rémunérées comme les hommes.

10. A Malte, le Gouvernement a pris des mesures visant à rationaliser l'emploi dans le secteur public et dans les organismes parapublics, ainsi que des mesures de redéploiement du personnel excédentaire. Un programme de formation de travailleurs auxiliaires et d'autres travailleurs a été exécuté en collaboration avec les syndicats et les organisations d'employeurs. Il consiste à former les travailleurs remplissent les conditions requises à des emplois correspondant aux besoins actuels ou potentiels de l'économie. Il a permis a) de fournir des emplois productifs de courte durée, b) d'aider les chômeurs à trouver un emploi à long terme qui leur convienne et c) de stimuler les entreprises et l'économie en formant les travailleurs ou en les recyclant, facilitant ainsi leur adaptation à l'évolution du marché du travail.

11. A Maurice, l'orientation professionnelle a été un élément important de la stratégie de mise en valeur des ressources humaines. Un service d'orientation professionnelle des jeunes fonctionne depuis le milieu des années 70 : il renseigne les demandeurs d'emploi, et en particulier les étudiants, sur les futures offres d'emploi et les types d'emplois susceptibles d'être offerts, et les aide à choisir les matières qui correspondent à leurs aptitudes et à l'évolution prévisible du marché du travail. L'économie a pu absorber une partie importante de la main-d'oeuvre dans des emplois productifs. Le chômage a cependant frappé les jeunes et d'autres catégories de la population, en partie parce que leur formation ne correspondait pas aux besoins du monde du travail. On a organisé plusieurs stages de formation pour remédier à cette situation. On a accordé la priorité absolue au renforcement de la formation professionnelle. Le secteur agricole ne pouvant guère offrir de nouveaux emplois et les possibilités de créer de nouveaux emplois dans le secteur public étant sérieusement limitées par les contraintes budgétaires, l'Etat a lancé une série de campagnes vigoureuses à l'étranger, qui ont permis une rapide expansion de la zone de transformation des produits d'exportation, ce qui a eu des conséquences de grande portée sur l'emploi.

12. Au Mexique, les programmes d'emploi régionaux ont permis de créer 1,2 million d'emplois temporaires en cinq ans, d'accorder un appui financier à ceux qui avaient perdu leur emploi et de les recycler de façon qu'ils puissent travailler à leur compte ou trouver un autre emploi dans le secteur structuré. Les organismes publics ont également assuré un service de placement. Les entreprises coopératives, dont l'Etat a encouragé la création, ont également été une source importante d'emplois. En plus de la formation dont bénéficiaient les travailleurs dans le cadre du système d'éducation publique, les commissions mixtes créées dans chaque entreprise ont offert un enseignement et une formation à plusieurs millions de travailleurs.

13. A Sri Lanka, l'Etat a renoncé à son rôle d'employeur direct et a encouragé les entreprises du secteur privé à créer des emplois, en réformant à cette fin la politique fiscale. La création de zones franches et de villages à vocation exportatrice et l'adoption d'autres mesures ont stimulé l'emploi dans le secteur privé. L'adoption de politiques économiques ouvertes et l'introduction de divers plans d'incitation ont suscité une expansion généralisée du secteur bancaire et du crédit, ainsi que de l'assurance et de l'immobilier. L'Etat a par ailleurs accordé des facilités particulières aux travailleurs indépendants.

14. Au Togo, l'Etat a continué d'appliquer les directives récentes visant à accroître les revenus de la population rurale, essentiellement grâce à la hausse du prix des produits agricoles et à l'augmentation de la productivité.

2. Pays à économie planifiée

15. En Tchécoslovaquie, où le plein emploi est réalisé, le droit au travail est une condition essentielle de l'égalité dans la participation de tous les citoyens à la société et au développement économique. La composition de la main-d'oeuvre a récemment connu des modifications fondamentales, les sources traditionnelles de main-d'oeuvre supplémentaire étant pratiquement épuisées. Au milieu des années 80, les femmes représentaient 48,6 % de la main-d'oeuvre et ceux qui avaient atteint

l'âge de la retraite mais continuaient à travailler représentaient 9 % du total. De nouveaux besoins étaient apparus en matière de formation professionnelle et d'organisation des carrières du fait que les jeunes occupant leur premier emploi étaient pratiquement les seuls nouveaux venus sur le marché du travail. La reconversion et le recyclage des travailleurs, imposés par le réaménagement de l'économie, étaient au premier plan des préoccupations.

16. Le droit au travail est garanti en République démocratique allemande, où chaque citoyen peut occuper un emploi correspondant à ses aptitudes et qualifications. Les jeunes ont accès à la formation professionnelle et au plein emploi. La diminution des emplois dangereux et difficiles et l'importance plus grande attachée aux normes de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ont permis de ramener le taux des accidents du travail de 41 pour 1 000 salariés en 1971 à 23,7 pour 1 000 en 1987.

17. La Mongolie a presque réalisé le plein emploi, mais le taux d'emploi varie d'une région à l'autre et d'un secteur de l'économie à l'autre. Le taux de croissance annuel moyen de la population active s'est établi à 2,9 % dans les années 80. Quatre vingt-seize pour cent des personnes aptes à travailler avaient un emploi, les femmes s'occupant de jeunes enfants et les mères de familles nombreuses constituant les 4 % restants. L'Etat, soucieux de résoudre les problèmes posés par la pénurie de main-d'oeuvre dans certains endroits et l'excédent de main-d'oeuvre dans d'autres, a adopté un programme d'utilisation rationnelle des ressources humaines d'ici à l'an 2000. La formation ou la reconversion des travailleurs et techniciens font partie intégrante de la politique nationale de l'emploi.

18. En Union soviétique, la Constitution garantit à chaque citoyen un travail adapté à sa formation professionnelle, à son niveau d'instruction, à sa vocation et à ses aptitudes, compte dûment tenu des besoins de l'économie. Toutefois, si le plein emploi a constitué une réalisation majeure, les ressources humaines du pays n'ont pas toujours été utilisées d'une manière efficace. L'irrégularité de la production, la mauvaise organisation des lieux de travail et les manquements à la discipline du travail ont souvent imposé de recruter des effectifs pléthoriques, freiné l'accroissement de la productivité du travail et entraîné une pénurie artificielle de main-d'oeuvre. Les réformes profondes de l'économie, notamment la généralisation de l'autonomie comptable et les nouvelles modalités de rémunération, visent à rendre la main-d'oeuvre plus productive. La gestion de la main-d'oeuvre a pris une importance essentielle. Les travailleurs dont on a supprimé l'emploi inéconomique et socialement insatisfaisant ont été recyclés en vue d'occuper un emploi productif dans d'autres secteurs de l'économie. Dans certaines régions, on a pu éliminer le sous-emploi en augmentant la capacité de production des entreprises et en implantant dans les zones rurales et les villes petites et moyennes des filiales des grandes entreprises industrielles. Afin de favoriser une meilleure répartition géographique de la main-d'oeuvre, l'Etat a accordé des contrats à durée déterminée de deux ou trois ans à des travailleurs, obtenu que les jeunes participent bénévolement aux projets de développement les plus importants du pays, organisé la réinstallation de travailleurs dans les zones agricoles et adopté un système d'horaire de travail par roulement dans les établissements économiques. Les familles venues des zones où la main-d'oeuvre a augmenté rapidement ont reçu un

emploi dans les entreprises agricoles sur des terres nouvellement défrichées. L'Etat a pris à sa charge l'essentiel des coûts de réinstallation professionnelle. L'essor vigoureux des coopératives et des activités relevant du travail individuel a ouvert de vastes perspectives d'emploi.

3. Pays développés à économie de marché

19. Pour favoriser la reprise économique, accroître les exportations et stimuler l'emploi, la Belgique a mis en oeuvre des programmes de réduction ou d'exemption des cotisations patronales à la sécurité sociale. Au départ, l'exemption représentait un certain pourcentage; actuellement, il s'agit d'un montant forfaitaire calculé en fonction du nombre de travailleurs. Des mesures ont également été prises pour favoriser l'intégration des jeunes dans la population active. A cette fin, un système d'alternance entre l'enseignement et l'activité professionnelle a été adopté pour les jeunes de 18 à 25 ans. Des régimes de retraite anticipée ont été mis en place ou étendus pour réduire le chômage.

20. La loi sur l'emploi récemment adoptée en Finlande a pour but de réduire le chômage et d'améliorer la répartition des offres d'emploi entre les régions; elle concerne en particulier les jeunes et les chômeurs de longue durée. La tâche de trouver des emplois pour ces deux catégories incombe principalement aux administrations locales. Le secteur privé était le plus grand fournisseur d'emplois. Cette source faiblissant, les municipalités ou l'Etat ont créé les emplois nécessaires; les dépenses supplémentaires engagées à cette fin par les municipalités ont été financées par l'Etat. Ces mesures ont permis de réduire le chômage de longue durée et d'aider de nombreux chômeurs à se réinsérer dans la vie professionnelle.

21. La formation fait partie de la politique de la République fédérale d'Allemagne en matière de croissance et d'emploi. L'objectif principal est d'adapter les qualifications des travailleurs à la demande croissante des entreprises et aux exigences du progrès technique. Des ressources financières ont été fournies pour favoriser la formation et la réinsertion professionnelles, la création d'emplois, l'entrée dans la vie professionnelle et la retraite anticipée. Un "double système" de formation professionnelle permet de confier au secteur privé l'essentiel de la formation, notamment sur le plan financier. Parallèlement, divers cours plus axés sur les besoins concrets ont été offerts grâce à une campagne parrainée par l'Etat en vue d'élever les qualifications et de perfectionner les travailleurs. Compte tenu du taux de chômage et du nombre de chômeurs de longue durée, les mesures en faveur de la création d'emplois ont été étendues au cours des dernières années. Les bureaux d'emploi ont intensifié leurs conseils aux employeurs et employés et le placement professionnel ou le placement en apprentissage ont donné de meilleurs résultats. Ces dernières années, la période maximale de versement des allocations de chômage a augmenté et l'aide aux chômeurs a été améliorée de manière à offrir davantage de sécurité aux chômeurs âgés. La loi de 1985 sur la promotion de l'emploi a contribué à lever les obstacles au recrutement et à la formation et à améliorer la situation de l'emploi. Un effort a été fait pour créer des emplois à temps partiel.

22. En Italie, la croissance économique n'a eu que peu d'effet sur la situation de l'emploi, qui s'est dégradée. Les services de l'emploi ont été réorganisés pour répondre aux nouvelles caractéristiques du marché du travail. La compétence territoriale des bureaux locaux de l'emploi a été redéfinie. Les nouveaux bureaux ont hérité des fonctions précédemment assumées dans ce domaine par les bureaux municipaux. Le Gouvernement a adopté des mesures spéciales en faveur des jeunes, des femmes et des chômeurs de longue durée dans le sud et dans d'autres régions. Un certain nombre de textes législatifs ont été adoptés pour protéger les employés des coopératives. Des mesures ont été prises pour fournir des prêts aux coopératives et mettre en place des fonds renouvelables en vue de stimuler leur développement.

23. En Nouvelle-Zélande, la politique de l'emploi a été sensiblement réorientée. La priorité, précédemment accordée aux programmes d'emploi, a été donnée à la satisfaction des besoins de formation et à la suppression des disparités en matière de qualifications sur le marché du travail, la connaissance des techniques modernes requise à l'embauche faisant souvent défaut aux chômeurs. Pour favoriser le plein emploi, on a aidé les personnes et les catégories défavorisées à accéder à l'emploi en subventionnant leurs salaires dans le cadre de divers programmes. Une aide a aussi été accordée à ceux qui subissent le contrecoup des transformations structurelles de l'économie pour leur permettre de profiter des nouvelles possibilités d'emploi.

24. En Afrique du Sud, l'orientation et le placement jouent un rôle important dans la politique gouvernementale et dans l'utilisation optimale de la main-d'oeuvre. Les fonctions principales des centres publics sont l'orientation professionnelle, la sélection du personnel, le placement et l'information sur les carrières. Pour lutter contre le chômage, deux programmes spéciaux financés par l'Etat ont été mis en place. Les employeurs du secteur privé ont été encouragés à appliquer des programmes de création d'emplois de courte durée. Une formation a été dispensée aux chômeurs pour améliorer leurs qualifications et les adapter davantage au marché du travail.

25. En Espagne, les pouvoirs publics se préoccupent en permanence de la création d'emplois. Les groupes vulnérables font l'objet d'une attention particulière. Les femmes qui créent leur entreprise bénéficient de prêts à intérêt réduit. Une aide est accordée aux femmes pour leur permettre de se perfectionner. Une loi récente permet d'utiliser les stages et les contrats de formation professionnelle pour favoriser l'emploi des jeunes. Les entreprises qui offrent des contrats de travail de longue durée à des jeunes bénéficient en outre de certaines aides économiques. Une attention particulière est aussi accordée à la formation des jeunes qui résident en milieu rural ou travaillent dans des secteurs actuellement touchés par les transformations structurelles.

26. La loi sur l'intégration sociale des handicapés, adoptée en 1982 par le Parlement espagnol, favorise l'emploi des handicapés en réservant à ces derniers 2 % des offres d'emploi dans les entreprises publiques et privées de plus de 50 personnes et en accordant des subventions aux entreprises qui proposent des contrats permanents à plein temps aux handicapés. Les autres mesures d'incitation sont notamment des abattements sur les cotisations patronales à la sécurité

sociale, des subventions supplémentaires pour financer les frais d'embauche des handicapés ou d'adaptation des postes à leurs handicaps, et le remboursement des dépenses de recyclage.

B. Action sociale

27. Les mesures d'action sociale signalées par les pays comprennent les programmes destinés à améliorer l'aide aux catégories les plus vulnérables de la société, notamment les handicapés, les efforts pour accroître le nombre de logements disponibles et diminuer leur coût, et les mesures d'amélioration des services de santé. D'une façon générale, on se préoccupe de plus en plus de l'efficacité des programmes et de la décentralisation des activités de santé. Les programmes d'action sociale sont de plus en plus adaptés à des lieux et à des catégories clairement identifiables. Dans les pays en développement, l'une des grandes préoccupations est de faire progresser les salaires réels en situation de forte inflation, tandis que dans les économies planifiées, il s'agit surtout de lier les salaires aux résultats.

1. Pays en développement

28. En Argentine, les politiques d'action sociale ont été réformées pour renforcer la participation des bénéficiaires aux programmes. Pour appliquer ces programmes, il a fallu identifier plus précisément les catégories visées, constituer une base d'informations adaptée et procéder à une évaluation permanente de l'efficacité des divers sous-programmes. On a notamment cherché à remplacer les subventions par des prêts. L'Etat a accordé une aide financière aux occupants sans titre et aux sans-abri pour leur permettre d'acheter et de faire enregistrer des parcelles de terre, et donc d'améliorer leur situation. En matière d'assistance sociale, priorité a été donnée aux personnes, familles et communautés vivant dans la pauvreté chronique ou ayant des besoins urgents. Les ressources destinées à les aider ont été distribuées par l'intermédiaire des gouvernements provinciaux, des municipalités et d'autres entités.

29. En République dominicaine, les secteurs de la santé et du logement ont subi récemment d'importantes transformations. Des centres de soins ont été réaménagés ou construits, surtout à l'intérieur du pays. Du personnel supplémentaire a été employé pour les grandes campagnes de vaccination et d'assainissement menées dans les zones rurales et les zones urbaines marginales. Des établissements auxiliaires, dont des pharmacies, ont été créés, et les catégories vulnérables qui ne fréquentaient pas les centres de soins par manque d'argent ou par ignorance ont été incitées à s'y rendre, moyennant un appui. Des politiques ont été appliquées pour mettre l'eau potable à la disposition de la population et installer des systèmes plus efficaces de tout-à-l'égout et d'évacuation des déchets. En raison de la grave crise du logement qui sévit dans le pays et frappe notamment les catégories à faible revenu, les pouvoirs publics ont entrepris un vaste programme de rénovation urbaine.

30. L'Egypte s'est beaucoup intéressée à la réinsertion des handicapés (arriérés mentaux, aveugles, sourds, muets et autres handicapés). On estime que cette catégorie représente environ 10 % de la population. Des efforts ont été entrepris

pour les former à des métiers leur permettant d'augmenter leurs revenus dans la limite de leurs possibilités. Des bureaux et centres spéciaux de réinsertion mis en place dans tout le pays offrent aux handicapés des services tels que la formation professionnelle et l'emploi dans des "usines protégées" où travaillent des personnes victimes de handicaps. Dans les établissements pour arriérés mentaux, on aide les handicapés à s'adapter, à se stabiliser et à tirer un revenu de leurs activités.

31. Des politiques ont été adoptées pour transformer les "familles consommatrices de sécurité sociale" en "familles productrices de sécurité sociale", afin d'améliorer la productivité de l'individu et de la famille et de permettre aux bénéficiaires de la sécurité sociale d'améliorer le revenu familial. Des centres de planification de la famille ont été installés dans tout le pays. Les garderies ont reçu un appui matériel. Outre les services fournis aux personnes âgées capables de se prendre en charge, de nouveaux services ont été mis à la disposition de celles qui ne le peuvent pas.

32. En El Salvador, l'un des objectifs de la politique nationale de santé est d'améliorer l'efficacité du réseau sanitaire, de poursuivre la décentralisation administrative des soins préventifs et d'appliquer des stratégies de soins de santé primaires. L'emploi de méthodes locales jugées efficaces contre certaines maladies est resté l'une des priorités de la politique de santé. L'amélioration du logement est demeurée au centre de la politique sociale. Priorité a été donnée à la catégorie qui a les plus faibles revenus, grâce notamment à l'octroi de prêts à des taux préférentiels. Des efforts ont été faits pour mettre en place des services de base dans les collectivités. Une aide a été accordée par des organismes des Nations Unies dans les domaines de la santé [Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)] et du logement [Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)].

33. Au Koweït, des mesures ont été prises pour favoriser le développement régional et renforcer la participation populaire. La participation des femmes au travail productif a été encouragée. Des textes législatifs ont été adoptés pour améliorer l'aide aux familles et la protection des jeunes. Une politique favorisant les soins aux personnes âgées administrés à domicile plutôt que dans un établissement spécialisé a été adoptée. La participation des handicapés aux activités de réinsertion a été encouragée. Des mesures ont été prises pour intégrer les handicapés mentaux dans la société.

34. A Malte, les services sociaux ont été améliorés, non seulement pour les catégories vulnérables telles que les malades, les personnes âgées et les handicapés, mais aussi pour les femmes chargées de famille. Des mesures ont été prises pour améliorer la coordination entre les activités de tous les départements ministériels et organismes gouvernementaux en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Le développement de ces services est jugé essentiel pour minimiser les risques d'accident du travail ou de maladie professionnelle, ainsi que pour améliorer les conditions de travail. Des mesures coordonnées ont été prises pour réinsérer les handicapés, afin de leur permettre de participer plus activement à l'économie.

35. A Maurice, les mesures prises pour aider les personnes âgées, les personnes démunies, les handicapés et les chômeurs ont été renforcées. Le Gouvernement a accordé une aide financière en faveur des personnes âgées et des handicapés pour l'achat de vêtements, de literie et d'ustensiles, l'entretien et la réparation des logements et le paiement d'une partie du salaire du personnel de service dans les établissements de soins. Les familles pauvres ont aussi reçu une aide en nature. Des mesures spéciales ont été prises pour protéger les catégories les plus défavorisées. Les versements faits à la plupart des prestataires sociaux (retraités âgés, veuves, orphelins, handicapés, etc.) ont été augmentés de 15 %. Des manuels ont été distribués gratuitement à tous les élèves des écoles primaires et aux élèves nécessiteux des écoles secondaires. Les étudiants dans le besoin ont été dispensés des frais d'inscription en université. Les petits entrepreneurs en situation désespérée ont reçu des subventions. Un réseau de centres féminins a été créé pour diffuser des renseignements sur les droits et devoirs des femmes et dispenser une formation, une éducation parentale et des conseils juridiques. Le Code civil a été modifié pour améliorer la condition des femmes. Les femmes mariées ont bénéficié de nouveaux droits civils et leur statut juridique a été intégralement aligné sur celui de leurs conjoints. Les lois relatives au divorce et à la séparation légale ainsi qu'à l'émigration et à l'expulsion ont aussi été modifiées pour mettre les femmes et les hommes à égalité. Des dispositions ont été prises pour permettre aux femmes de remplir des déclarations de revenus séparées et d'ouvrir des comptes bancaires à leur nom. Le Gouvernement a dispensé une formation et une aide aux femmes pour leur permettre de prendre un emploi productif.

36. Au Maroc, des programmes spéciaux ont été mis en oeuvre pour améliorer la situation des femmes, leurs conditions de vie, leur éducation et leur formation, et sensibiliser le public à ce problème. Des mesures ont été prises pour protéger les orphelins et les enfants appartenant aux catégories marginales (création de villages d'enfants) et mettre en place des programmes complets de formation. Des efforts ont été entrepris pour aider les handicapés et créer un ensemble de mesures facilitant leur formation et leur réinsertion. Les services sociaux ont évolué et se sont rapidement développés. Le nombre des organisations de volontaires fournissant des services sociaux a augmenté, et leur participation s'est intensifiée. Les services sociaux sont considérés comme un moyen de lutter contre les fléaux sociaux qui risquent d'entraver le développement de la société et la protection sociale des individus et des collectivités. L'accent porte désormais sur la prévention sociale. Une importance particulière a été accordée à la suppression de l'analphabétisme, aux campagnes contre la drogue et le tabac, et à la formation de cadres sociaux. Une stratégie nationale pour la promotion de la femme a été adoptée conformément aux recommandations de la Conférence de Nairobi.

37. Au Mexique, la Compagnie nationale d'assistance populaire et le Fonds de promotion et de garantie pour la consommation des travailleurs ont joué un rôle particulièrement actif dans l'amélioration des conditions de vie de la population. Ce dernier organisme a octroyé plus d'un million de prêts totalisant 133 030 millions de pesos en faveur de quelque 5 millions de personnes. Les fonds ont servi à payer des uniformes et des fournitures scolaires ainsi que d'autres articles. Des mesures administratives ont été prises pour améliorer les conditions de travail.

38. A Sri Lanka, le programme de tickets alimentaires est conçu pour secourir une catégorie défavorisée en lui permettant d'obtenir des denrées essentielles à des prix subventionnés. Les conditions d'octroi dépendent du revenu du ménage. Les autres programmes en cours d'exécution portent notamment sur les allocations de chômage, la réinsertion des handicapés, l'octroi d'une aide financière aux orphelins et aux maisons de retraite, et l'aide aux personnes victimes de catastrophes naturelles.

39. Au Togo, le Gouvernement s'est efforcé d'intégrer les variables démographiques dans la planification, a encouragé la planification de la famille dans les zones rurales et urbaines et a fait connaître les avantages de celle-ci dans le cadre de la lutte contre la mortalité et la morbidité des mères et des enfants. Les soins de santé primaires, considérés comme la base du système de santé du pays, ont été réorganisés pour permettre aux communautés de lutter plus efficacement contre diverses maladies. La politique de santé a été centrée sur la consolidation des infrastructures existantes, la formation et l'éducation continues et le renforcement du système d'approvisionnement en médicaments essentiels.

2. Pays à économie planifiée

40. Un vaste programme de construction de logements a été un volet essentiel de la politique sociale de la République démocratique allemande. De 1971 à 1987, 10 % du revenu national ont été consacrés au logement; 2,84 millions de logements ont été construits ou modernisés et les conditions de logement de 8,5 millions d'habitants ont été améliorées. La répartition des logements fournis par l'Etat présente les caractères suivants : a) deux tiers des logements nouvellement construits ont été offerts à des familles ouvrières; b) un quart a été réservé à des couples récemment mariés et c) une place particulière a été faite aux familles de trois enfants ou plus. Vers le milieu de 1987, on comptait 417 logements pour 1 000 habitants, et chaque personne disposait en moyenne de 27 mètres carrés de surface habitable. Diverses mesures ont été prises depuis 1971 afin de promouvoir la famille, d'améliorer le bien-être de la mère et de l'enfant et d'aider les familles de trois enfants ou plus et les jeunes couples. Ces mesures ont comporté notamment une augmentation des congés payés de maternité avant et après la naissance, une allocation de maternité, une allocation mensuelle par enfant à charge, l'octroi de prêts aux jeunes couples, une réduction du temps de travail des mères salariées ayant plusieurs enfants de moins de 16 ans et l'organisation des soins aux enfants malades.

41. En Mongolie, la construction de logements a absorbé une fraction importante de la formation de capital. La part des logements construits "en dur" selon des normes modernes, par opposition aux habitations traditionnelles, a augmenté : 35,4 % de la population sont désormais logés dans des habitations de type moderne. Au cours des 14 dernières années, la superficie habitable totale a augmenté de 2 millions de mètres carrés.

42. En URSS, la perestroïka a mis en lumière la réalisation d'une politique sociale vigoureuse et complète, intéressant tous les aspects de la vie quotidienne. Les objectifs recherchés sont les suivants : inciter la population à une plus grande productivité, permettre un meilleur épanouissement de la personne

/...

et surtout susciter chez les travailleurs un plus grand intérêt pour les résultats de leur travail. Dans le cadre du plan quinquennal en cours, la moitié environ des investissements est affectée au développement de complexes agro-industriels, à la fourniture de services de logement et de services municipaux, et à l'augmentation de la production de biens de consommation et de tout un éventail de services. Les prestations sociales, qui englobent les dépenses au titre du logement et de la construction à caractère social et culturel, représentent environ quatre cinquièmes du revenu national. Le solde est consacré à la formation de capital fixe et à d'autres dépenses publiques.

43. Les fonds sociaux de consommation restent la principale source des transferts sociaux et des prestations dont bénéficie la population. Entre 1980 et 1987, les versements à ce titre ont augmenté de 30 % par habitant. L'actuel plan quinquennal comporte des dispositions nouvelles pour renforcer l'assistance de l'Etat aux familles et améliorer l'éducation des enfants et prévoir l'affectation de crédits en vue d'atteindre ces objectifs. Ainsi, la durée des congés payés pris pour soigner un enfant a été portée de 7 à 14 jours et diverses mesures sont appliquées pour améliorer l'éducation, la formation et l'entretien des orphelins et des enfants séparés de leurs parents. Les crédits consacrés aux pensions et à l'amélioration des services médicaux ont été augmentés.

3. Pays développés à économie de marché

44. En Autriche, les 20 dernières années ont vu se produire d'importantes améliorations de la protection sociale. Les allocations familiales de base et diverses prestations en faveur des enfants gravement handicapés ont été améliorées. D'autres prestations particulières pour les enfants à charge ont été instituées, et les allocations de maternité ont été augmentées. Un système d'examens médicaux dont bénéficient la mère et l'enfant a été considérablement élargi.

45. En Belgique, le champ d'application de l'assurance maladie-invalidité a été élargi au cours des années 80, notamment aux personnes jusqu'alors non protégées, et la réglementation a été adaptée aux nouvelles formes de travail, comme le travail à temps partiel. On a également introduit la pension de survie pour l'époux survivant, ce qui fait disparaître la discrimination entre veuf et veuve; le champ d'application des pensions de survie a ainsi été élargi. Les allocations familiales ont été accrues en faveur des retraités, des chômeurs et des hommes seuls ayant charge d'enfants, comme cela existe déjà pour les femmes. De nouvelles prestations ont été instituées en faveur des personnes handicapées.

46. En Finlande, la protection sociale et les soins de santé ont considérablement évolué au cours des dernières décennies. Alors qu'au cours des années 60 et 70, on avait donné la priorité à l'assurance vieillesse, à l'assurance maladie, aux soins de santé primaires et aux soins à l'enfant, les mesures prises au cours des années 80 ont porté surtout sur le régime national des pensions, sur la législation relative à la protection contre le chômage, et aux services sociaux, ainsi que sur l'administration des prestations sociales. Les salariés de plus de 55 ans dont la capacité de travail est réduite sont autorisés, à des conditions beaucoup plus libérales qu'avant, à prendre leur retraite avec une pension d'invalidité. Les

salariés entre 60 et 64 ans sont autorisés à prendre une retraite anticipée, réduite en fonction du nombre d'années à courir avant l'âge normal de la retraite. Des mesures ont été instituées pour accroître la formation professionnelle en faveur des salariés âgés, pour améliorer les modalités de la réadaptation des salariés convalescents et pour les convaincre de continuer à travailler en améliorant la sécurité de l'emploi. Une certaine privatisation des caisses de pensions n'a cependant pas notablement allégé la charge que l'assurance vieillesse fait peser sur les dépenses publiques finlandaises.

47. La politique de protection sociale a privilégié les traitements ambulatoires sur les soins dispensés en milieu hospitalier, ce qui a entraîné une redistribution des ressources publiques et a facilité l'accès de tous aux soins médicaux. Le nombre de familles monoparentales n'ayant cessé de croître et représentant désormais 15 % du nombre total des familles ayant des enfants, les mesures de soutien aux parents seuls ont pris une importance nouvelle, en particulier sous la forme de compléments de ressources, d'une aide au logement et d'une aide pour les soins donnés aux enfants. Une législation nouvelle prévoit que la garde des enfants peut être confiée conjointement aux deux parents divorcés. Le nombre d'enfants de parent seul confiés aux autorités municipales a également augmenté.

48. Le système public de soins de santé est complété par les services privés. Au cours des 15 dernières années, on a privilégié la constitution d'un système de soins de santé primaires, dont le but est d'offrir à l'ensemble de la population un réseau de services de soins de qualité uniforme. Ces soins de santé primaires sont entièrement ou pratiquement gratuits. Les pouvoirs publics en assurent le développement plus équilibré depuis 1984, grâce à la coordination et à l'interaction accrues des services de santé et des services de protection sociale.

49. En République fédérale d'Allemagne, pour améliorer la sécurité sociale et éviter que les cotisations versées par les salariés ne deviennent trop lourdes, on a cherché à rétablir un lien étroit entre la sécurité sociale et l'expansion de l'économie et à retrouver un équilibre entre les cotisations versées par les salariés et les prestations reçues par eux. Le vieillissement progressif de la population a conduit à apporter des améliorations à l'assurance vieillesse. En particulier, le régime de retraite du conjoint survivant a été modifié, pour tenir compte du temps consacré à l'éducation des enfants. Comme le coût de l'assurance maladie obligatoire augmente rapidement, et qu'il faut donc relever massivement les cotisations, le gouvernement fédéral a récemment pris la décision de modifier le régime afin de limiter les dépenses tout en maintenant la qualité des prestations. Pour encourager les familles à prendre soin de tous leurs membres, des mesures ont été prises en faveur de la "famille à plusieurs générations". On envisage par exemple des appartements abritant plusieurs générations et des modes d'habitation où les membres de plusieurs générations d'une même famille vivent séparément mais à proximité immédiate les uns des autres. Les transferts sociaux ont pris la forme d'allocations de subsistance et d'une assistance offerte dans des situations exceptionnelles : soins préventifs, aide aux personnes soignant un malade, meilleure insertion sociale des personnes handicapées, assistance aux inadaptés et soins aux personnes âgées. Les formes de l'aide sont déterminées en fonction de chaque cas particulier, le but étant d'encourager l'initiative des personnes assistées. L'aide sociale est dispensée par les autorités locales ou régionales. Entre 1969 et 1986, le coût de la protection sociale a augmenté de 700 %, et le nombre de bénéficiaires de 101 %.

50. En Italie, une refonte des prestations sociales a commencé en 1983; le système d'allocations familiales a été transformé en un système d'allocations aux ménages. Les transferts sociaux sont concentrés sur les ménages dont les ressources sont insuffisantes. De petites allocations accordées à tous ont été remplacées par des allocations proportionnelles aux besoins des bénéficiaires et déterminées selon le revenu du ménage et la taille de la cellule familiale. Les personnes seules (en majorité des personnes âgées vivant seules) sont considérées comme un ménage, c'est-à-dire comme une famille nucléaire aux fins du versement d'une allocation familiale. L'allocation est désormais annexée chaque année en fonction du coût de la vie. Aux termes d'une loi votée en 1987, il n'est plus fait de distinction entre les allocations de maternité versées aux femmes selon qu'elles sont salariées ou travailleuses indépendantes (employées par exemple dans l'artisanat, le petit commerce ou l'agriculture). Qu'elles aient un emploi indépendant ou qu'elles soient salariées, les femmes perçoivent une allocation quotidienne pendant les deux mois qui précèdent la date prévue de la naissance et pendant les trois mois qui suivent celle-ci.

51. En Espagne, plusieurs mesures nouvelles ont été prises pour tenter d'enrayer la baisse de la natalité. Les congés de maternité ont été portés à 14 semaines. Les mères d'enfants en bas âge qui travaillent ont droit à des jours de congé spéciaux. Les mères qui travaillent ont également la priorité dans le choix du moment où elles peuvent prendre leurs congés annuels. Un réseau de centres de planification de la famille où les familles à faible revenu bénéficieront d'une attention particulière est en cours de création. Parmi les autres prestations, il faut citer les réductions sur les transports en commun accordées aux familles nombreuses, les abattements fiscaux pour chaque enfant à charge (le taux étant plus élevé dans le cas des enfants handicapés), et le logement à bon marché. Depuis 1982, la retraite versée par l'Etat à la plupart des personnes âgées suit de plus près le salaire minimum. Les personnes âgées qui n'ont pas droit à la retraite de la sécurité sociale reçoivent une "pension d'assistance". Il a également été remédié à certaines carences que présentaient les centres publics de soins spécialisés. Un dispositif complet a été mis en place pour faciliter l'intégration sociale des personnes handicapées et pour assurer une meilleure prévention des événements entraînant une infirmité. On a amélioré les services de réadaptation, notamment les traitements médicaux spécialisés, l'orientation psychologique, la rééducation générale et spéciale et la réinsertion professionnelle. Les allocations versées aux personnes handicapées leur garantissent un revenu annuel égal au salaire minimum. Des indemnités sont également versées pour réduire le coût des déplacements des personnes handicapées incapables d'emprunter les transports en commun.

C. Répartition du revenu

52. La politique suivie par les pays ayant répondu a consisté essentiellement à améliorer la répartition du revenu et à prendre des mesures pour accroître la consommation. Les pays en développement ont souligné combien il importait, dans un contexte économique largement défavorable, de protéger les salaires, et les familles à faible revenu ont fait l'objet d'une attention particulière. Les pays à économie planifiée, tout en faisant état de revenus nominaux en augmentation, ont insisté sur l'importance des fonds sociaux de consommation dans le revenu global.

Les pays développés à économie de marché se sont attachés pour leur part aux réformes fiscales affectant les revenus et à la subvention d'activités créatrices de revenus.

1. Pays en développement

53. A Chypre, les résultats de récentes enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages ont permis d'identifier les groupes à faible revenu pour lesquels seront réalisés des programmes destinés à améliorer le niveau de vie.

54. En République dominicaine, c'est la spirale inflationniste, frappant de plein fouet les classes moyennes et défavorisées, qui a été au centre de l'attention des responsables des orientations.

55. En Egypte, l'une des principales mesures prises pour créer des revenus a été la poursuite des projets promouvant les activités familiales productives, lancées en 1964. Ces projets s'adressaient à plusieurs groupes, dont les familles à faible revenu et les salariés du secteur public faiblement rémunérés, leurs apports consistant en formation, prêts en nature et en espèces, services de commercialisation, encadrement et suivi technique. Fin 1986, 156 458 familles bénéficiaient de ces projets et l'on comptait dans l'ensemble du pays 2 521 centres de formation aux activités familiales productives.

56. A Maurice, la répartition du revenu s'est améliorée entre 1980-81 et 1986-87. Une politique salariale prudente a constitué un élément important du programme de redressement entrepris dans le pays depuis 1979. Cette politique s'est caractérisée par des augmentations des salaires, à l'échelon national, indexées sur le taux d'inflation de l'année précédente.

57. Au Mexique, la protection des salaires et des niveaux minimums de consommation a constitué un aspect important de la politique des pouvoirs publics. L'inflation exerçant ses effets sur les salaires et le niveau de vie, le salaire minimum a été révisé plus souvent qu'auparavant et les catégories et barèmes de rémunération ont été unifiés.

58. A Sri Lanka, le problème consistant à assurer la croissance dans des conditions équitables a préoccupé, avec plus ou moins d'acuité selon leurs priorités, les gouvernements successifs. Si les réformes économiques entreprises en 1977 privilégiaient la croissance économique, les questions de répartition du revenu n'ont pas été négligées pour autant. Le programme d'aide à la riziculture de subsistance est désormais l'un des principaux programmes du pays à cet égard : la production s'étant accrue, les agriculteurs ont recueilli une partie de l'augmentation du revenu. Plus de 300 000 familles de cultivateurs exploitants ont bénéficié des projets d'irrigation et d'installation. Certaines activités de développement rural intégré et des mesures favorisant le crédit ont ouvert aux pauvres des zones rurales de nouvelles possibilités de revenu.

59. Au Togo, dans le cadre du programme de stabilisation financière et de réforme structurelle, les pouvoirs publics ont pris des mesures strictes pour plafonner les salaires et les autres dépenses ordinaires. Ils ont notamment décrété un blocage

des salaires pendant trois ans, un gel du recrutement en 1985 et en 1987 et le départ obligatoire à la retraite après 30 ans de service dans la fonction publique. Le nombre de fonctionnaires a été réduit d'environ 5 % au cours de la période 1983-1985.

60. En Uruguay, essentiellement par suite d'augmentations plus fortes des traitements et salaires réels, la part du revenu total reçue par les familles à faible revenu s'est accrue tandis que la part des familles les plus aisées a diminué.

2. Pays à économie planifiée

61. En Tchécoslovaquie, les prix, parfaitement stables, n'ont pas besoin d'être considérés dans la répartition du revenu.

62. En République démocratique allemande, le revenu réel de la population a plus que doublé entre 1971 et 1987. Les prix à la consommation des produits de base et des services sont restés stables ainsi que les loyers. Afin d'améliorer la productivité, l'efficacité et la qualité du travail, une politique de rémunération au rendement a été introduite.

63. En Mongolie, le revenu nominal a plus que doublé depuis 15 ans. L'écart entre les revenus des travailleurs et ceux des membres des associations agricoles a été réduit grâce aux fonds de consommation publique. Ces fonds étaient destinés en général à des établissements scolaires, hospitaliers et culturels bénéficiant à l'ensemble de la population. Environ 34,1 % des fonds sociaux de consommation ont financé des pensions de retraite, 8,7 % des bourses d'études et 43,4 % les services de santé et autres services sociaux. Les taux d'imposition sur les revenus salariaux ont été réduits de 30 % et le montant du salaire minimum non imposable a été relevé de 66 %. Depuis 1980, le régime public des pensions s'applique aux membres des associations agricoles, qui ont vu le montant moyen de leur pension s'accroître de 50 % entre 1980 et 1987.

64. En URSS, d'importantes mesures ont été prévues dans le cadre du plan quinquennal actuel pour augmenter les salaires, ce qui devrait concerner en tout plus de 75 millions d'employés du secteur productif de l'économie. Pour la première fois, ces augmentations seront imputées non sur les ressources centrales, mais sur les fonds gagnés par les collectifs de travailleurs eux-mêmes. Les fonds sociaux de consommation sont restés pour la population la deuxième source de revenu. Ils ont continué de remplir deux fonctions essentielles : assistance, temporaire ou permanente, pour les membres de la société frappés d'incapacité, et financement de besoins sociaux prioritaires. Gratuité de l'enseignement, de la formation supérieure et des services médicaux, pensions et avantages salariaux, fournitures scolaires, congés annuels payés et séjours gratuits ou à tarifs réduits dans des sanatoriums et des maisons de repos, prise en charge des enfants dans des établissements préscolaires sont assurés grâce à ces fonds.

3. Pays développés à économie de marché

65. En Italie, la disparité des salaires et des traitements n'est pas très importante. L'écart était surtout marqué entre l'agriculture et les autres secteurs, et est dû essentiellement aux différences existant au niveau de l'incidence des cotisations de sécurité sociale et aux caractéristiques démographiques et professionnelles des travailleurs. Le revenu par habitant varie considérablement selon le lieu et selon le niveau d'instruction du chef de famille : si on fixe à 100 le revenu moyen par habitant pour l'ensemble du pays, l'indice dans les régions du nord-ouest était de 121 et de 78 dans le sud; il s'établissait à 148 pour les familles dont le chef possédait un diplôme universitaire, contre 81 lorsque celui-ci n'avait aucun diplôme.

66. En Nouvelle-Zélande, d'importantes réformes fiscales ont modifié la répartition du revenu. L'introduction d'une nouvelle taxe sur les biens et services a permis au gouvernement d'abaisser le taux d'imposition du revenu des particuliers. Le régime des avantages sociaux a également été modifié de façon à offrir une aide financière accrue à un plus grand nombre de familles à revenus moyen et faible. Parmi les autres réformes, on peut noter une nette augmentation des exonérations sur les avantages sociaux reçus et l'indemnisation anticipée pour l'introduction de la nouvelle taxe sur les biens et services. Le salaire minimum légal a par ailleurs été augmenté de 23,5 % en 1987.

67. En Afrique du Sud, la réglementation des salaires a été régulièrement revue et les salariés ont encore récemment obtenu d'appréciables augmentations à l'issue de négociations collectives entre syndicats et employeurs.

III. PROMOTION DE L'EDUCATION, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

A. Education

68. Même si leurs priorités diffèrent, dans une large mesure en fonction de leur degré de développement économique, de nombreux pays ont fait état dans leur réponse d'approches tout à fait analogues touchant l'éducation, s'accordant sur la nécessité de rendre celle-ci plus souple et plus pratique, l'importance de la formation permanente des maîtres et les réformes à apporter. Plusieurs pays ont souligné l'importance croissante de l'éducation des adultes et des mesures propres à améliorer l'accès des femmes aux différents niveaux d'enseignement.

1. Pays en développement

69. La République dominicaine veut non seulement assurer à tous un enseignement primaire de base et élever le taux de scolarisation, mais aussi augmenter le nombre des écoles techniques où les chercheurs d'emploi, en nombre croissant, peuvent acquérir de nouvelles qualifications. Le nombre d'élèves par classe était de 30 dans l'enseignement professionnel et technique et de 36 dans les établissements d'enseignement secondaire.

70. En Egypte, afin de résoudre les problèmes de l'absentéisme scolaire et du nombre croissant d'abandons en cours d'études, des centres spéciaux de formation professionnelle ont été créés. Ces centres poursuivent des objectifs sociaux,

/...

éducatifs et économiques, visant à éviter que ces abandons ne conduisent à la délinquance, à fournir aux jeunes concernés de meilleures possibilités d'emploi et à protéger les enfants de toute exploitation. Ils ont contribué à combler l'écart entre l'enseignement scolaire et les besoins de la vie pratique et ont permis d'améliorer les qualifications des jeunes. L'UNICEF a facilité la création de ces centres.

71. En El Salvador, des réformes de l'enseignement ont été adoptées afin d'instaurer une société plus humaine, plus juste et sans exclus. Ces réformes ont porté sur les programmes, l'administration et les services d'appui, l'enseignement spécialisé et la formation pédagogique, l'accent étant mis tout particulièrement sur le perfectionnement pédagogique des enseignants qui exercent déjà. On s'est également préoccupé de l'éducation des adultes, surtout dans les zones rurales. Des manuels spéciaux ont été conçus et publiés à cette fin.

72. Au Guyana, la création d'écoles en des emplacements mieux choisis et l'accroissement des moyens mis à la disposition des programmes d'éducation extra-scolaire ont mis l'instruction à la portée d'un plus grand nombre. Afin de rendre l'enseignement accessible à l'ensemble de la population, quel que soit le niveau de revenu, le Gouvernement a supprimé tous les droits d'inscription, de l'école maternelle à l'université, fourni gratuitement aux enfants des écoles des cahiers et les manuels essentiels, introduit dans les écoles maternelles un programme d'alimentation scolaire et institué un congé d'études à plein salaire pour les enseignants et les fonctionnaires qui poursuivent des études supérieures. D'autres mesures encore ont été prises pour éliminer toute discrimination dans l'accès à l'enseignement. L'Etat assure la gestion de tous les établissements. L'enseignement est devenu mixte et les élèves des deux sexes suivent le même programme. Des programmes spéciaux ont été élaborés pour les enfants handicapés, les enfants présentant un risque élevé et ceux dont les résultats scolaires sont nettement supérieurs ou inférieurs à la moyenne. La formulation de la politique éducative, la coordination, le suivi et l'évaluation des programmes, ainsi que le soin d'instituer et de maintenir une parité entre les diverses régions du pays, ont continué à relever du Ministère, tandis que les administrations régionales étaient chargées de mettre en oeuvre toutes les mesures concernant les enseignements préscolaire, primaire et secondaire. L'établissement des programmes a été une préoccupation hautement prioritaire. Les auxiliaires d'enseignement destinés aux établissements primaires ont été élaborés dans le pays même. L'accent a été mis sur la nécessité d'établir une relation entre les stratégies éducatives et les priorités du développement national et on a établi qu'il fallait faire en sorte que l'ensemble de la population sache mieux lire et compter, accroître sensiblement le nombre d'étudiants dans les disciplines scientifiques et techniques, la formation technique et professionnelle et les sciences sociales et de faire accéder davantage de jeunes à l'université.

73. A Maurice, la nécessité de réorienter l'enseignement en l'ayant moins sur la culture générale et davantage sur l'enseignement technique et professionnel, tout en relevant la qualité et en développant l'infrastructure physique pour accueillir une population d'âge scolaire de plus en plus nombreuse, a inspiré la politique en matière d'enseignement. Le Gouvernement s'est en même temps efforcé d'améliorer l'efficacité d'un système caractérisé par des taux élevés d'abandon et d'échec

scolaires. On a agrandi les établissements d'enseignement et on en a ouvert de nouveaux pour augmenter le nombre de places offertes en matière de formation technique et professionnelle. Un grand nombre d'écoles secondaires ont été créées dans les zones rurales. Plusieurs établissements ont été créés pour accueillir les jeunes qui sortent de l'enseignement primaire ou ceux qui ont abandonné l'enseignement secondaire afin qu'ils s'y forment aux emplois offerts par l'économie. Des cours ont été organisés à l'intention des maîtres en exercice pour les tenir au courant des nouvelles méthodes et des nouveaux auxiliaires pédagogiques employés. On a entrepris de réformer en profondeur les programmes des cycles primaire et secondaire pour améliorer la qualité de l'enseignement et répondre aux besoins de l'économie. Afin d'éviter que ne se crée un grave problème de chômage des diplômés, l'enseignement de l'Université de Maurice a été axé dans une large mesure sur l'organisation de cours de perfectionnement et d'études non sanctionnées par un diplôme à l'intention des personnes occupant déjà un emploi.

74. Au Maroc, où le taux d'analphabétisme des adultes a atteint 65 % au début des années 80, le combat contre l'analphabétisme demeure une tâche essentielle. La campagne permanente en ce sens s'adresse au groupe d'âge compris entre 10 et 45 ans, notamment aux femmes, et porte surtout sur les zones rurales. Pour faciliter l'exécution du programme, on a institué un service spécial chargé de l'alphabetisation des adultes, de l'éducation et de la formation.

75. A Sri Lanka, une série de mesures ont été introduites pour rendre l'éducation accessible à un plus grand nombre et en améliorer la qualité. La gestion de l'enseignement a été décentralisée au niveau des régions, des sous-régions et des établissements scolaires eux-mêmes. On a continué à distribuer des manuels gratuits aux élèves et à organiser un enseignement hors des structures scolaires après la fin des études. Un effort concerté a été mené pour promouvoir la recherche pédagogique, la collecte systématique de données et la planification de l'enseignement. On a amélioré les programmes et prêté une attention particulière à la formation pédagogique.

76. Au Togo, les réformes de l'enseignement ont visé à réduire la disparité qui existe entre l'enseignement dispensé et les possibilités d'emploi. On prévoit de mieux adapter l'enseignement technique aux réalités et de former des formateurs à cette fin, l'infrastructure étant par ailleurs révisée et renforcée.

77. Dans les Emirats arabes unis, l'enseignement est obligatoire au niveau élémentaire et gratuit à tous les niveaux. L'Etat supervise les établissements d'enseignement. On a mis en oeuvre des politiques visant à rendre l'enseignement accessible à tous. Il existe des programmes tant pour les adultes que pour les enfants d'âge scolaire. On s'est tout particulièrement efforcé d'ouvrir des écoles dans les régions à l'écart, les communautés nouvelles et en milieu urbain. On s'occupe de l'instruction des femmes autant que de celle des hommes. Les objectifs quantitatifs ont été intégralement réalisés et les objectifs qualitatifs, c'est-à-dire l'amélioration et la modernisation de l'enseignement, occupent désormais la première place. Des mesures ont été prises pour adapter l'enseignement aux besoins des élèves et de la société en général. Les changements intervenus ont contribué à accroître le goût de l'instruction, favorisé l'émigration, une évolution de la structure démographique, le développement des

régions à l'écart et des communautés rurales et l'amélioration de l'environnement, ouvert de nouvelles possibilités d'emploi aux jeunes filles, permis d'augmenter le personnel d'encadrement qualifié et élargi le rôle des groupes de pression sociale.

78. En Uruguay, on a cherché par un certain nombre de projets à axer l'instruction davantage sur la pratique et moins sur la théorie. On a commencé à mettre en oeuvre un projet tendant à développer l'enseignement des mathématiques, de la physique, de la chimie, du calcul infinitésimal et de la biologie.

2. Pays à économie planifiée

79. En RSS de Biélorussie, plusieurs mesures ont été prises ces dernières années pour renforcer le système d'enseignement et le rendre mieux adapté. Tout en préservant des principes aussi fondamentaux que l'égalité de tous face à l'enseignement, l'enseignement obligatoire pour tous les enfants et le droit de choisir librement la langue d'instruction, il a été procédé à une réorganisation de l'enseignement secondaire, notamment technique, et de l'enseignement supérieur, afin de les articuler plus étroitement sur les besoins de l'économie et d'introduire des mécanismes d'interaction entre ces deux pôles.

80. Un autre aspect important de la réforme a consisté à mettre en place un enseignement continu. On espère que ces réformes favoriseront la créativité, encourageront les travailleurs à se perfectionner en permanence et permettront de mieux les recycler et de les familiariser avec les progrès scientifiques et techniques. Des mesures ont également été prises pour améliorer la qualité de l'enseignement - emploi plus répandu de l'ordinateur, fourniture de ressources accrues aux établissements d'enseignement et d'autres moyens. Les établissements préscolaires et la préparation des jeunes enfants à l'enseignement proprement dit ont davantage retenu l'attention.

81. En Tchécoslovaquie, la durée de l'enseignement obligatoire a été portée de neuf à 10 ans à partir du 1er septembre 1984. Afin de faciliter la formation aux métiers manuels, les élèves des centres secondaires d'apprentissage ont maintenant la possibilité de suivre un enseignement secondaire complet. On regarde ces jeunes non plus comme des apprentis, mais comme des élèves de l'enseignement secondaire. On s'est également efforcé de remédier à la disparité qui existe entre certains types de formation technique dispensés dans les écoles ou les centres et la demande actuelle. On a récemment introduit l'usage de l'ordinateur dans l'enseignement et la formation. Les établissements de formation supérieure ont été de plus en plus appelés à contribuer au développement de la science et de la technique.

82. En République démocratique allemande, un système scolaire uniforme, laïque et géré par l'Etat, garantit l'égalité d'accès à l'enseignement. L'ensemble du système éducatif du pays, du niveau préscolaire à la formation technique et à l'enseignement supérieur, a subi des changements fondamentaux pour répondre aux nouveaux enjeux que propose la société. Un renouvellement général des programmes, des manuels et des auxiliaires d'enseignement, pour tous les niveaux et toutes les disciplines, est prévu d'ici à 1990.

83. En Mongolie, la durée de l'enseignement obligatoire sera portée de 10 à 11 ans en vertu de réformes récentes. On a aménagé les programmes et le système d'éducation de manière à répondre aux besoins réels de l'économie et introduit dans les études l'informatique élémentaire, l'ordinateur, l'écologie et la biotechnologie.

3. Pays développés à économie de marché

84. En Autriche, un certain nombre de mesures ont été prises pour améliorer l'efficacité de l'enseignement universitaire. Les règles présidant à l'organisation des études à ce niveau ont fait l'objet d'un examen critique et des changements ont été introduits dans plusieurs disciplines. Les universités ont reçu davantage de moyens et de ressources humaines et financières pour répondre à l'augmentation constante du nombre d'étudiants. Chacune d'entre elles détermine ses programmes en se tenant au courant des progrès intervenus dans chaque discipline, afin de s'adapter à l'évolution de la demande dans une économie qui exige des qualifications d'un type nouveau. Des aides financières ont été accordées aux étudiants de nationalité autrichienne, qui n'ont à acquitter aucun droit d'inscription. Le Gouvernement a octroyé des bourses d'études tant aux Autrichiens qu'aux étrangers.

85. En Nouvelle-Zélande, un effort considérable a été accompli pour améliorer l'enseignement bilingue. Les écoles assurant de tels programmes ont reçu des bourses et du personnel supplémentaires. La formation pédagogique a par ailleurs été développée.

86. En Espagne, on a reconnu aux personnes handicapées le droit d'être complètement intégrées dans le système d'enseignement et institué la gratuité de l'enseignement spécialisé.

B. Science et technique

87. Les pays en développement ont mis essentiellement l'accent sur les efforts qu'ils déploient dans le domaine scientifique et technique pour tirer le meilleur parti de leurs ressources limitées et surmonter les contraintes d'ordre structurel. Les pays développés - tant à économie planifiée qu'à économie de marché - ont concentré la recherche dans les domaines jugés les plus indispensables au progrès.

1. Pays en développement

88. A Chypre, les unités de production ont été encouragées à investir dans des systèmes polyvalents. A cette fin, des études ont été entreprises en vue d'instituer un organisme de restructuration et des centres de technologie.

89. En République dominicaine, le support institutionnel d'une politique technologique plus cohérente a été renforcé au début des années 80. On a mis l'accent sur les techniques de production agricole, notamment sur les cultures d'exportation non traditionnelles. La communauté internationale a prêté son assistance, principalement au secteur privé.

90. A Maurice, priorité a été donnée à la formation d'un personnel qualifié dans plusieurs domaines - techniques agricoles, biotechnologie, biologie marine, techniques de l'information - qui tous influent directement sur le développement de l'économie. On a supprimé les droits de douane sur les importations de matériel et de logiciel informatiques et offert des incitations supplémentaires à l'utilisation de l'informatique.

91. A Sri Lanka, plusieurs secteurs ont été classés hautement prioritaires : agriculture et sous-secteurs apparentés, environnement, industrie, enseignement scientifique, informatique et électronique, infrastructure sociale. L'insuffisance de la formation est apparue comme l'un des principaux obstacles à l'organisation et à la promotion de la recherche-développement scientifique. Les structures ont été modifiées de manière à assurer une intégration plus étroite et une meilleure gestion du secteur science et technique.

92. Au Togo, un centre national des techniques appliquées, chargé de superviser les initiatives en matière de transfert de technologie, sera institué dans un proche avenir afin de faciliter le contrôle de la qualité des produits.

2. Pays à économie planifiée

93. En Tchécoslovaquie, des mesures ont été prises pour accélérer le développement scientifique et technique et l'articuler davantage sur les besoins de la production.

94. En République démocratique allemande, on a recensé les techniques essentielles et on a introduit les mesures appropriées dans la planification nationale afin de hâter le développement du secteur science et technique. L'attention a porté en priorité sur le développement et l'utilisation de la micro-électronique, l'utilisation des techniques informatiques, la mise en place des lignes de production totalement automatisées - afin d'introduire une certaine souplesse dans la production manufacturière - la conservation de l'énergie, la biotechnologie et la création de matériaux nouveaux. La recherche progresse rapidement dans certains domaines de pointe importants. Par exemple, l'amélioration des espèces végétales et animales a bénéficié d'une attention considérable. En prévision des essais sur le terrain d'espèces nouvelles ou d'organismes modifiés par une amélioration génétique, on a pris les mesures administratives nécessaires en vue de protéger l'environnement et l'intérêt public.

95. En Mongolie, on a élaboré une stratégie globale pour utiliser plus efficacement les capacités de production et les ressources financières et humaines existant, ainsi que pour répandre l'utilisation des nouvelles techniques. Des tâches prioritaires ont été identifiées dans le domaine de la science et de la technique.

3. Pays développés à économie de marché

96. En Nouvelle-Zélande, on s'est rendu compte que la réalisation des objectifs économiques et sociaux exigerait un renouvellement continu des produits et des procédés de fabrication, renouvellement qui est lui-même tributaire de la

recherche-développement. Afin d'évaluer le potentiel commercial des techniques nouvelles et d'assurer le financement des phases de recherche-développement et d'évaluation, on a lancé un programme de contrats. Le Gouvernement a par ailleurs soutenu les transferts de technologie industrielle et affecté des crédits à la formation de techniciens qui permettront de recruter des jeunes dès la fin de leurs études pour les spécialiser dans les disciplines scientifiques dont on estime que l'industrie aura le plus grand besoin dans l'avenir.

IV. MISE EN VALEUR ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

97. Depuis quelques années, un certain nombre de pays s'intéressent davantage à l'environnement et prennent des mesures administratives et juridiques importantes pour mieux assurer sa protection. Ils font également beaucoup pour sensibiliser le public à l'importance d'un développement ne portant pas atteinte à l'environnement.

A. Pays en développement

98. A Chypre, une série de mesures ont été prises pour intégrer davantage les questions écologiques dans la planification générale.

99. Dans la République dominicaine, les animaux sauvages et les invertébrés aquatiques sont protégés depuis cinq ans, et un sanctuaire a été créé pour les mammifères marins. L'abattage et la destruction d'arbres à des fins industrielles sont interdits. Des mesures telles que l'éducation écologique, le reboisement et la création de "fermes énergétiques" ont été prises pour empêcher le déboisement. Un comité national de l'environnement, relevant du Président de la République, a été créé pour définir une politique de mise en valeur de l'environnement.

100. Madagascar continue d'appliquer des mesures pour conserver le sol et régénérer les forêts.

101. A Maurice, l'environnement est menacé par divers dangers qui se sont intensifiés depuis quelque temps en raison de l'industrialisation rapide du pays. Le Gouvernement a accordé un rang de priorité élevé à la solution de ce problème car les contrôles en matière d'environnement et de planification n'étaient pas suffisants pour protéger entièrement le milieu bâti ainsi que le milieu naturel. La législation relative à la protection de l'environnement a été réexaminée et un nouveau poste "protection de l'environnement" a été inclus dans le budget d'équipement.

102. A Sri Lanka, les questions écologiques ont été inscrites dans la Constitution. Un organisme de décision et de coordination, la Central Environmental Authority, a été créé. Ses activités portent sur la collecte de données et de renseignements pour la recherche écologique, l'éducation en matière d'environnement et la planification. Des mesures ont été prises pour sensibiliser le public à l'environnement.

103. En Uruguay, des projets d'étude d'impact ont été mis en oeuvre et des mesures concrètes ont été prises pour protéger l'environnement. Des actions ont été entreprises pour améliorer l'évacuation des eaux usées dans les grandes villes

ainsi que l'état des bassins hydrographiques et des pêcheries, et pour conserver les plages. Des mesures ont aussi été prises pour développer les moyens d'analyse de la pollution, notamment en ce qui concerne les ressources en eau.

B. Pays à économie planifiée

104. En Tchécoslovaquie, l'épuisement des ressources naturelles et la pollution présentent de graves dangers. Le Gouvernement a abordé la question de l'environnement dans toute sa complexité et défini les grands problèmes en 1985. Dans le même temps, la sécurité et l'hygiène du travail sont devenues inséparables de la planification et de la production.

105. Dans la République démocratique allemande, on a pris de plus en plus conscience que l'emploi économique des matières premières et l'utilisation rationnelle de l'eau, de l'air et du sol devaient faire partie intégrante du développement économique et social et de la protection de l'environnement. Des mesures exhaustives de protection de l'environnement sont prévues dans la Constitution ainsi que dans les textes législatifs et les réglementations adoptées au niveau des municipalités ou des collectivités. Le pollueur est par principe tenu de rembourser les dommages qu'il provoque, conformément à la législation du pays. Parallèlement, des mesures concrètes ont été prises pour protéger l'eau, l'air, le sol, la faune et la flore, réduire le bruit et améliorer les conditions de travail et de vie au foyer. La production des biens manufacturés a pu être augmentée sans accroissement de la consommation d'eau; il y a même eu une réduction annuelle de 5 % de la consommation d'eau par unité de production industrielle.

106. On encourage l'utilisation la plus rationnelle possible de toutes les sources d'énergie - notamment le lignite - pour réduire la consommation énergétique, diminuer les rejets de polluants et améliorer la qualité de l'air.

C. Pays développés à économie de marché

107. Le droit autrichien prévoit de nombreuses procédures portant chacune sur un problème écologique distinct, dans le cadre desquelles les parties éventuellement touchées par un projet sont admises à participer aux décisions. Ces procédures figurent dans le droit commercial, les réglementations sur l'eau, la conservation de la nature, et bien d'autres textes. Ces réglementations ne se rapportent à la protection de l'environnement que dans le cadre de questions administratives précises (droit commercial, réglementations relatives à l'eau, conservation de la nature) et ne portent donc que sur un certain secteur. En Autriche, il n'existe pas d'autorité territoriale disposant des pleins pouvoirs en matière de protection de l'environnement. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer l'importance des dispositions réglementaires relatives à l'analyse approfondie des effets sur l'environnement.

108. Dans la République fédérale d'Allemagne, la protection de l'environnement est considérée comme une tâche prioritaire. Le rapport étroit entre la politique écologique et la politique sociale est devenu de plus en plus évident, notamment dans les domaines de la sécurité industrielle, de la santé et de l'emploi. La République fédérale d'Allemagne a adopté une législation complète sur

l'environnement, en particulier depuis 1982, pour prévenir la pollution atmosphérique, protéger les ressources en eau et améliorer l'évacuation des déchets. Un ministère fédéral de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire a été créé en tant qu'entité indépendante en 1986.

109. En Nouvelle-Zélande, les modifications récemment apportées au cadre administratif qui régit l'environnement visent à ménager un équilibre entre la conservation et le développement et à assurer une meilleure mise en valeur de l'environnement, en mettant davantage l'accent sur la responsabilité locale et régionale. Des mesures ont été prises pour réduire la teneur en plomb de l'essence, et de fortes diminutions de la pollution ont été enregistrées près des routes les plus fréquentées. Un certain nombre de mesures économiques ont été prises pour protéger les champs géothermiques, parmi lesquelles la facturation de la vapeur aux utilisateurs. De nouveaux parcs et réserves nationaux ont été ouverts et de nouvelles zones naturelles approuvées.

V. EFFORTS VISANT A ACCROITRE LA FORMATION DE CAPITAL

110. Les efforts visant à accroître la formation de capital ont varié selon les pays, mais on note des préoccupations communes portant notamment sur l'instauration d'un climat propice aux investissements et l'augmentation de l'épargne. Plusieurs pays ont fait état de la réorganisation et de la restructuration de leur secteur public destinées à accroître l'efficacité des investissements.

A. Pays en développement

111. A Chypre, le niveau de formation de capital est jugé satisfaisant, malgré certaines indications montrant que sa composition doit être modifiée.

112. Dans la République dominicaine, l'épargne publique a été utilisée pour augmenter la part des investissements publics financés au moyen des ressources intérieures, tout en diminuant la part de l'endettement et des subventions extérieures. Au cours des dernières années, l'épargne publique s'est composée pour environ 90 % d'épargne intérieure.

113. A Madagascar, des efforts résolus ont été entrepris pour accroître l'épargne intérieure, atteindre un niveau d'investissement suffisant, réduire le déficit budgétaire et créer un environnement économique stable. Toutefois, les mesures d'incitation ne sont pas encore jugées suffisantes pour exploiter les courants de capitaux privés et étrangers. Depuis 1982, un certain nombre de mesures ont été prises pour augmenter l'épargne, notamment la modernisation progressive d'une vingtaine d'entreprises. Cette politique repose sur une limitation de l'aide financière aux entreprises publiques et sur l'application d'une nouvelle politique de participation au capital.

114. A Maurice, la formation intérieure brute de capital fixe a continué de progresser rapidement grâce à un climat propice aux investissements, à un ensemble de mesures d'incitation attrayantes et à l'intensification des campagnes d'investissement menées à l'étranger. Soixante-dix pour cent de l'investissement en capital fixe a été fait par le secteur privé, ce qui confirme l'évolution de la

/...

structure de l'investissement amorcée il y a quelques années. La promotion des investissements est destinée à attirer de nouveaux investisseurs à Maurice, notamment des entreprises appartenant à d'autres secteurs que le textile et l'habillement. Pour améliorer le climat général de l'investissement et favoriser les entreprises tournées vers l'exportation, les droits de douane et d'importation sur les facteurs de production et le matériel destinés aux secteurs du cuir et de l'impression ont été supprimés. Des mesures administratives et financières ont aussi été prises en faveur des petites entreprises.

115. A Sri Lanka, les dépenses publiques ont été accrues pour développer les infrastructures économiques essentielles. Des orientations ont été définies pour favoriser la formation de capital dans le secteur privé. Les impôts sur le revenu ont été fixés à des niveaux incitatifs. Les abris fiscaux ont été supprimés. Les taux d'imposition sur les plus-values et les amortissements du matériel et de l'équipement ont été ajustés pour accélérer la modernisation et améliorer la situation des immobilisations dans le secteur privé. Les taux d'intérêt ont également été réduits.

116. Au Togo, une politique industrielle plus libérale destinée à stimuler les investissements productifs et la création d'emplois a été mise en place. Un programme de privatisation de 20 entreprises publiques a été adopté et partiellement appliqué. Le secteur privé a été davantage encouragé à intensifier les investissements, notamment dans le secteur manufacturier, et les systèmes de financement et d'encouragement ont été améliorés.

B. Pays développés à économie de marché

117. En Nouvelle-Zélande, le secteur privé a été renforcé dans le domaine de la production de charbon et d'électricité pour devenir plus efficace et plus rentable. Les activités commerciales, précédemment assumées par l'Etat, ont été confiées à des sociétés qui se financeront par des emprunts sur les marchés financiers libres. Ces sociétés paieront des impôts comme les autres entreprises et verseront le plus souvent un dividende. La réglementation a été modifiée de manière à permettre une juste concurrence entre les entreprises publiques et privées.

VI. DEVELOPPEMENT RURAL

118. Le développement rural a continué d'être une préoccupation majeure des pays en développement. Dans leurs programmes, ces pays mettent l'accent simultanément sur l'amélioration des conditions de vie de la population et de l'infrastructure économique. Les pays à économie planifiée font état d'une diminution de l'écart entre les revenus réels des zones rurales et urbaines. Dans leur réponse, les pays à économie de marché développée ont mis en relief les politiques visant à appuyer le secteur agricole.

A. Pays en développement

119. En Argentine, en application d'une loi spéciale sur la politique relative aux autochtones et l'appui aux communautés autochtones, un mécanisme institutionnel a été mis en place pour garantir leur droit à la propriété dans le cadre d'un développement global intégré.

120. A Chypre, une attention particulière est accordée au développement rural. Les incitations fiscales ont été étendues aux industries des zones rurales et des mesures supplémentaires ont été adoptées pour améliorer le niveau de vie de la population des campagnes.

121. En République dominicaine, des dispositions ont été prises pour accroître la production agricole. Plusieurs projets portant sur l'irrigation, la production d'énergie hydroélectrique et l'approvisionnement en eau potable ont été exécutés. L'accent a été mis sur trois objectifs : l'accroissement de la production de denrées de première nécessité, l'amélioration des cultures traditionnelles d'exportation et le renforcement des services d'appui aux petites et moyennes exploitations agricoles. Afin d'améliorer les conditions de vie dans les zones rurales, des programmes spéciaux de santé rurale, de nutrition et de santé publique ont été appliqués. Des programmes de vaccination et d'assainissement de vaste portée ont été lancés, le but étant d'abaisser les taux de mortalité et morbidité infantiles dans les zones rurales. Dans le cadre de la lutte contre l'analphabétisme, un certain nombre d'écoles rurales ont été construites.

122. En Egypte, plusieurs projets pilotes ont été exécutés, certains avec l'assistance d'organismes des Nations Unies. Leurs effets bénéfiques se sont faits sentir dans le domaine de l'éducation, de la formation, de la santé et de la production vivrière. Les prêts sans intérêts accordés aux agricultrices dans le cadre de certains de ces projets ont permis aux participants de réaliser des gains substantiels.

123. En El Salvador, l'un des objectifs de la réforme agraire était d'améliorer la situation des familles les plus pauvres, notamment en rétablissant la rentabilité de l'agriculture traditionnelle. Le Gouvernement a contribué à cet objectif en apportant une aide technique et financière et en organisant des programmes de formation.

124. A Madagascar, la nouvelle stratégie économique vise à accélérer la croissance de l'agriculture et à assurer l'autosuffisance alimentaire d'ici à 1990. De plus grandes responsabilités ont été confiées aux exploitants. La priorité a été accordée au secteur des petites exploitations, et l'environnement économique des petites et moyennes entreprises a été amélioré.

125. A Maurice, le Gouvernement s'emploie à encourager la diversification agricole pour garantir une marge de sécurité alimentaire suffisante, parvenir, en ce qui concerne un certain nombre de cultures vivrières, à l'autosuffisance et produire des cultures de rapport pour l'exportation. Les efforts pour accroître la production et la productivité agricoles ont été intensifiés. On a notamment formé des chercheurs et des techniciens, amélioré le système de fixation des prix, de commercialisation et de distribution de la production locale, institué des primes en espèces et d'autres formes d'incitations, augmenté l'apport de moyens de production agricoles, encouragé les jeunes et les femmes à travailler dans l'agriculture, favorisé le développement agro-industriel et développé la coopération interrégionale et internationale. Le développement rural est une préoccupation nationale. Une plus grande importance a été accordée au développement des petites exploitations agricoles et entreprises d'élevage, le but

étant d'élever le niveau de l'emploi et des revenus dans les zones rurales. Les programmes entrepris portent en outre sur les petits ouvrages d'irrigation, l'amélioration de la production animale, le financement et la construction de routes rurales et l'électrification de certaines zones rurales. Des campagnes ont été menées pour améliorer les conditions de vie des communautés villageoises; elles ont consisté à rehausser les normes de nutrition, promouvoir les plans de logement et les services sanitaires, encourager la formation de sociétés coopératives et appuyer les services de vulgarisation agricole.

126. A Sri Lanka, le développement rural a été considéré par les nombreux gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays comme une préoccupation majeure, dès lors que 80 % de la population vivent dans les campagnes. Pour rattraper le retard relatif des zones rurales, des ressources considérables leur ont été allouées au fil des ans. A la fin des années 70, des programmes de développement rural intégrés ont été lancés; leurs principaux objectifs consistaient à : a) accroître les possibilités économiques et élever le niveau de vie dans les zones rurales, b) réduire les disparités entre régions et à l'intérieur des régions et promouvoir une croissance équilibrée, c) axer les efforts de développement sur la satisfaction des besoins des populations concernées et l'encouragement des initiatives locales. Les programmes s'inscrivaient dans le cadre du processus de décentralisation de l'effort national de développement. Les fonds nécessaires à leur exécution ont été fournis par la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole et un certain nombre de pays développés à économie de marché.

127. Au Togo, la priorité a été accordée au développement rural. Des mesures ont été adoptées pour renforcer les structures d'appui à la production et augmenter et diversifier celle-ci, lever les restrictions qui frappent les exportations de céréales, améliorer la sélection des projets, réaffirmer le rôle de l'agriculteur en tant que cheville ouvrière du secteur agricole et lui confier une plus grande responsabilité. Une meilleure utilisation des ressources et l'amélioration des conditions de stockage et de commercialisation ont entraîné une augmentation des quantités produites et commercialisées et du revenu des producteurs. L'Etat a continué de limiter son intervention dans la commercialisation de la production vivrière au maintien d'un stock de sécurité alimentaire.

128. En Uruguay, une attention particulière a été accordée aux régions productrices de riz et de lait, dans le cadre du programme de développement des routes rurales, et à l'acquisition de techniques agricoles modernes.

B. Pays à économie planifiée

129. En Tchécoslovaquie, la politique agricole suivie durant la période 1970-1987 a permis d'obtenir d'importants résultats. Pour un certain nombre de produits importants, le pays a progressé sur la voie de l'autosuffisance. Grâce notamment aux changements opérés dans le domaine social, les différences entre les conditions de vie et le travail dans les villes et dans les campagnes ont été pratiquement éliminées.

130. En Mongolie, le recours à des contrats collectifs et familiaux dans l'élevage et l'agriculture s'est généralisé. Un programme pour le développement de l'agriculture et l'amélioration de l'approvisionnement en produits alimentaires d'ici à l'an 2000 a été adopté et a commencé à être exécuté.

131. En URSS, le revenu réel par habitant a été multiplié par 2,7 au cours des années 1961-1987. L'écart entre le revenu réel des travailleurs des fermes collectives et celui des salariés est en train de s'amenuiser. Depuis 1980, le revenu réel par habitant des travailleurs des fermes collectives a augmenté de 24 %; il représentait, en 1988, 90 % du revenu réel des travailleurs de l'industrie et des employés de bureau, qui, lui, a augmenté de 18 % durant la même période.

C. Pays développés à économie de marché

132. En Autriche la "politique agricole écosociale" met l'accent sur la nécessité d'aborder l'organisation de la production agricole dans une optique écologiquement responsable et économiquement rentable qui garantisse aux consommateurs des produits alimentaires de première qualité et aux exploitants agricoles un revenu équitable. Des efforts sont déployés pour concilier de nouveaux progrès vers une plus grande efficacité dans la production agricole et forestière, une transformation de haute qualité des produits primaires du secteur et une commercialisation efficace avec des considérations écologiques telles que la protection des forêts, des sols et des eaux du pays contre différents types de pollution. Dans le même temps, les considérations sociales sont toujours de mise : les exploitations et les régions agricoles défavorisées ont continué de bénéficier d'une aide et d'un appui directs, et les petites exploitations familiales ont été protégées contre une concurrence qui tend à les exclure des marchés. Les revenus agricoles ont considérablement augmenté au cours des 15 dernières années.

133. En Finlande, l'appui apporté à l'agriculture, notamment par le biais de la politique des prix, n'a pas entravé les changements structurels opérés dans le pays, ne faisant que les moduler, et a dans de nombreux cas assuré la survie des villages ruraux. Les dépenses consacrées à l'agriculture (y compris les subventions à l'exportation) ont augmenté sensiblement ces dernières années, et l'aptitude de l'agriculture à contribuer davantage au développement rural a diminué. Pour relancer le développement rural, on a renforcé les petites industries rurales. Les agriculteurs qui ont créé de nouvelles entreprises ont reçu une aide financière sous la forme de dons ou de prêts à des conditions de faveur, la seule condition étant que l'entreprise soit gérée par la famille et qu'elle n'ait pas plus de trois employés venant de l'extérieur.

134. En Nouvelle-Zélande, à mesure que le développement régional, précédemment dirigé exclusivement par l'administration centrale, a été pris en charge par les autorités régionales, les régions ont été appelées à assumer un plus grand pouvoir de décision pour tout ce qui a trait à leur avenir. Un service pilote rural d'orientation a été mis en place pour aider les personnes confrontées à des changements dans le secteur agricole à prendre de meilleures décisions. D'autre part, un train de mesures a été adopté pour aider les entreprises familiales qui éprouvent des difficultés à passer d'un système subventionné à un système régi entièrement par les lois du marché.

VII. CONCLUSIONS

135. Il ressort clairement des réponses reçues - qui, bien que relativement peu nombreuses, contenaient dans de nombreux cas une grande quantité de données - que l'attitude vis-à-vis des questions sociales et économiques fait actuellement l'objet d'un réexamen approfondi dans la plupart des régions du monde. De nombreux gouvernements ont choisi de jeter un regard neuf sur les vieux problèmes auxquels ils sont confrontés.
136. Cette impression est renforcée par les informations sur l'évolution des politiques sociales à travers le monde dont dispose le Secrétariat et la communauté internationale. Les problèmes que posent la mobilisation de ressources et la faiblesse des recettes publiques ont contraint de nombreux gouvernements à chercher à réaliser le progrès social par de nouveaux moyens qui font moins appel à la redistribution et reposent davantage sur l'incitation et l'auto-assistance.
137. La garantie d'un travail productif et rémunérateur à tous les chercheurs d'emploi, en particulier les jeunes, demeure un objectif hautement prioritaire de la politique sociale de nombreuses sociétés. Dans le même temps, le souci accru d'assurer une bonne formation est à présent au premier plan des efforts visant à adapter les qualifications des travailleurs aux exigences changeantes des postes de travail.
138. La campagne en faveur d'une assistance aux handicapés et aux groupes vulnérables gagne du terrain; des efforts sont déployés pour associer d'une manière plus effective les femmes, les minorités et la population rurale aux principaux aspects de la vie économique et sociale, et la nécessité de protéger l'environnement est de plus en plus prise en compte dans les politiques des Etats Membres. Ce sont là d'importantes réalisations.
139. Il n'en demeure pas moins que dans de nombreux pays, y compris certains de ceux qui ont présenté un rapport au Secrétaire général, les conditions sociales se détériorent gravement. Cette situation touche près d'un milliard de personnes, dont la plupart se trouvent en Afrique et en Amérique latine, et revêt une importance telle dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies qu'elle ne peut être passée sous silence dans ce contexte.
